



VERS UNE STRATÉGIE D'ADAPTATION NATIONALE

Rapport de synthèse de la table ronde
AO ÛT 2021



À PROPOS DU FPP

Bonnes politiques. Meilleur Canada. Le Forum des politiques publiques (FPP) rassemble différents participant.e.s au processus d'élaboration des politiques. Il leur offre une tribune pour examiner des enjeux et apporter de nouveaux points de vue et de nouvelles idées dans le débat sur les politiques. Nous croyons que l'élaboration de bonnes politiques est essentielle à la création d'un Canada meilleur – un pays cohésif, prospère et sûr. Nous y contribuons en :

- Réalisant des recherches sur des questions cruciales;
- Favorisant des dialogues sincères sur des sujets de recherche;
- Célébrant le travail de leaders exceptionnel.le.s.

Notre approche, appelée « de l'inclusion à la conclusion », mobilise des interlocuteurs.rices, connus ou non, qui nous aident à tirer des conclusions afin de cerner les obstacles à la réussite et de trouver des pistes de solutions.

Le FPP est un organisme de bienfaisance indépendant et non partisan qui compte parmi ses membres différents organismes privés, publics et à but non lucratif.



ppforum.ca/fr



[@ppforumca](https://twitter.com/ppforumca)

© 2021, Forum des politiques publiques

1405 - 130, rue Albert

Ottawa (Ontario), Canada, K1P 5G4

613.238.7858

ISBN: 978-1-77452-089-5

MERCI À NOTRE PARTENAIRE



REMERCIEMENTS

Ce rapport de synthèse a été rédigé par Katherine Feenan, chargée senior des politiques au FPP, et Usman Mohammad, chargé de politiques au FPP, avec le soutien de Brian Bohunicky, vice-président des politiques au FPP.

Le FPP tient à remercier tous les participant.e.s qui ont pris part à la table ronde virtuelle du 16 juin 2021. Nous remercions également le Bureau d'assurance du Canada pour son soutien financier à ce projet.

TABLE DES MATIÈRES

À propos du FPP	2
Merci à notre partenaire.....	3
Remerciements.....	3
Principaux éléments à retenir.....	5
Ordre du jour de la table ronde.....	7
Gouvernance.....	8
Le rôle du gouvernement	8
Écouter et interagir avec les peuples autochtones.....	10
Appliquer un prisme de résilience aux infrastructures.....	11
Des partenariats inclusifs.....	13
Campagnes d'éducation et de communication	13
Fixer des objectifs et définir des indicateurs	14
Des objectifs et des indicateurs sur mesure	14
Normes en matière d'adaptation.....	15
Contraintes et défis auxquels le Canada fait face	15
Le rôle des entreprises	16
Associations industrielles	17
Divulgations financières liées au climat	17
Rôle international	17
Répercussions des changements climatiques sur le monde et responsabilité du Canada.....	18
Collaboration avec les États-Unis.....	19
Conclusion.....	20
Participant.e.s à la table ronde.....	21

PRINCIPAUX ÉLÉMENTS À RETENIR

Le Forum des politiques publiques a organisé une table ronde, le 16 juin 2021, afin d'examiner l'élaboration d'une stratégie d'adaptation nationale au Canada dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au climat. Les participant.e.s représentaient un éventail de points de vue des secteurs public et privé sur les principaux défis dont il faut tenir compte afin de tracer la voie vers une résilience et une adaptation plus fortes, et relever les défis que posent les changements climatiques. La conversation a également porté sur la nécessité de fixer des objectifs clairs, de définir des mesures de performance claires à échéances bien déterminées et de veiller à ce qu'ils soient ancrés dans la [Stratégie de sécurité civile pour le Canada](#).

En marge de la table ronde, l'Institut international du développement durable (IIDD) a publié un rapport de recherche exhaustif intitulé [Toward a National Adaptation Strategy for Canada: Key insights from global peers](#). Alors que le Canada travaille à l'élaboration de sa propre Stratégie d'adaptation nationale (SAN), le rapport de l'IIDD fournit des recommandations précises au contexte canadien, lesquelles sont fondées sur une analyse approfondie de la façon dont d'autres pays ont abordé et mis en œuvre les SAN.

Le débat d'expert.e.s et la table ronde (voir l'ordre du jour) portaient sur trois domaines clés liés à l'élaboration et à la mise en œuvre de la SAN du Canada, notamment :

- les enjeux de gouvernance;
- l'importance de la fixation d'objectifs; et
- la possibilité de tirer des leçons des meilleures pratiques d'autres pays et de faire du Canada un chef de file à l'échelle internationale.

Les principaux éléments à retenir du débat d'expert.e.s et de la table ronde sont les suivants :

- Un sentiment d'urgence commun pour la SAN du Canada, avec des structures de gouvernance, des dispositions institutionnelles et des responsabilités claires.
- Un cadre stratégique d'adaptation nationale devrait être élaboré en fixant des objectifs clairs liés aux risques auxquels le Canada est le plus exposé (chaleur, inondations et feux de forêt). Un objectif est un résultat qui fait référence à la protection d'un certain nombre de Canadiens et Canadiennes, physiquement ou financièrement, contre un risque dans un délai précis. Des indicateurs et une stratégie de collecte de données devraient être élaborés pour mesurer les progrès accomplis en vue de l'obtention de chaque résultat escompté. Des objectifs pourraient également être fixés en ce qui concerne les peuples autochtones et les autres communautés vulnérables, ainsi que la protection des écosystèmes.
- Des programmes devraient être élaborés pour atteindre ces objectifs, tout en gardant à l'esprit que les effets des changements climatiques se manifestent différemment partout au pays. Des

résultats ou des objectifs locaux pourraient être définis pour assurer la résilience locale, tout en l'inscrivant dans le cadre national. La collecte de données est un aspect essentiel pour garantir la prise en compte de l'adaptation dès le départ, et ne devrait pas être considérée comme une mesure de réponse coûteuse.

- Il est urgent de définir des normes d'infrastructure qui reflètent le climat de l'avenir et protègent les collectivités.
- Il est essentiel d'assurer l'inclusion sociale en écoutant et en agissant en faveur des collectivités les plus touchées par les changements climatiques et météorologiques, en mettant l'accent sur les peuples autochtones, qui jouent un rôle essentiel dans les solutions aux changements climatiques fondées sur la nature.
- Bien que le Canada soit actuellement en train de rattraper son retard par rapport à d'autres pays en ce qui concerne l'adaptation, il a la possibilité d'apprendre des autres et de jouer éventuellement un rôle de leadership à l'échelle internationale.

ORDRE DU JOUR DE LA TABLE RONDE

13 h – 13 h 02

Message de bienvenue

Katie Feenan, chargée senior des politiques, Forum des politiques publiques

13 h 03 – 13 h 13

Présentation du thème

Adam Radwanski, chroniqueur et rédacteur d'articles de fond, *The Globe and Mail*

13 h 13 – 13 h 18

Introduction à la Stratégie d'adaptation nationale et aux plans d'engagement des parties prenantes

Jeffery MacDonald, directeur général, Adaptation aux changements climatiques, Environnement et Changement climatique Canada

13 h 18 – 13 h 25

Préparation d'une stratégie d'adaptation nationale pour le Canada : enseignements tirés des expériences internationales

Anne Hammill, directrice principale, Résilience, IIDD

13 h 25 – 14 h 10

Débat d'expert.e.s

Lisa DeMarco, associée principale et chef de la direction, Resilient LLP

Richard Florizone, président et chef de la direction, Institut international du développement durable

Julie Rozenberg, économiste principale, Banque mondiale

Modérateur : Adam Radwanski, chroniqueur et rédacteur d'articles de fond, *The Globe and Mail*

14 h 10 – 14 h 55

Table ronde

Modérateur : Adam Radwanski, chroniqueur et rédacteur d'articles de fond, *The Globe and Mail*

14 h 55 – 15 h

Résumé de clôture

GOUVERNANCE

LE RÔLE DU GOUVERNEMENT

Étant donné que le Canada se classe au deuxième rang des pays ayant la plus grande superficie au monde, avec 15 écozones et 38 millions d'habitants répartis de façon inégale dans des environnements urbains et ruraux, les changements climatiques affectent les Canadiens et Canadiennes de façon inégale et à grande échelle. Année après année, les Canadiens et Canadiennes subissent les effets des changements climatiques et des phénomènes météorologiques violents, alors que le nombre et l'intensité des feux de forêt augmentent, que les inondations deviennent de plus en plus catastrophiques et que les collectivités sont touchées par le dégel du pergélisol de l'Arctique et l'érosion côtière. Bien que l'atténuation des changements climatiques tend à dominer le discours public, l'importance de se protéger contre les catastrophes imminentes et de s'y préparer par une adaptation au climat et une plus grande résilience est souvent mise de côté.

Réagir aux effets des changements climatiques au Canada signifie non seulement apporter des réponses aux préoccupations diverses, mais aussi prendre en compte les collectivités et les segments de la population les plus touchés. Comme l'a fait remarquer une personne participant à la table ronde, nous ne pouvons pas homogénéiser les effets des changements climatiques au Canada – les pertes et les dommages causés aux collectivités sont différents partout au pays.

À la fin de 2020, le gouvernement du Canada a annoncé son engagement à élaborer sa toute première Stratégie d'adaptation nationale (SAN). L'approche d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), décrite dans le document du ministère intitulé [Un environnement sain et une économie saine](#), met l'accent sur l'inclusion, en travaillant en coordination avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, les peuples autochtones et d'autres parties prenantes de premier plan.

Bien que le gouvernement fédéral ne fasse que commencer l'élaboration d'une SAN pour l'ensemble du Canada, des efforts de collaboration ont été déployés entre les ministères fédéraux et les provinces sur l'enjeu de l'adaptation, notamment le [programme d'Initiatives de collaboration pour l'adaptation régionale dans la région des Prairies](#). Certaines provinces sont également allées de l'avant de manière indépendante. Reconnaissant la nécessité d'adopter une approche systémique des changements climatiques, le gouvernement de la Saskatchewan, sous la direction du premier ministre Brad Wall, a lancé en 2017 la stratégie intitulée [Prairie Resilience: A Made-in-Saskatchewan Climate Change Strategy](#). Cette stratégie s'articule autour de quatre types de capitaux : le capital naturel (l'environnement), le capital financier (l'économie), le capital humain (indicateurs de santé) et le capital infrastructurel. Grâce à l'élaboration d'un cadre d'évaluation, la Saskatchewan a été en mesure de créer des indicateurs et de déterminer les responsabilités, permettant ainsi de mettre en place un mécanisme d'établissement des priorités. Toutefois, même si l'approche de la province peut être considérée comme un modèle de compétences canadien, selon

une personne ayant pris part à la table ronde, cette stratégie « exclut principalement les Premières Nations de la Saskatchewan de la gouvernance et de la prise de décisions en matière d'adaptation et d'atténuation ».

La gouvernance de nombreux aspects de l'adaptation aux changements climatiques est pangouvernementale. Bien que la propriété, la gestion et l'examen des questions ayant des répercussions sur plusieurs ordres de gouvernement, les entreprises, la société civile et les groupes de parties prenantes puissent facilement s'embourber dans des complexités et mener à des approches fragmentées, l'adaptation et la résilience aux répercussions des changements climatiques se situent au-delà du discours partisan. Tout comme la réponse urgente à la pandémie de COVID-19, le renforcement de la résilience et l'adoption de mesures pour mieux se préparer nécessitent un effort non partisan, dont nous commençons déjà à être témoins. Lors de la table ronde, une autre personne a souligné l'analogie de la réponse du Canada à la pandémie de COVID-19 pour illustrer l'importance de la résilience. Grâce à une responsabilité partagée en matière de santé, le gouvernement fédéral et les provinces et territoires ont travaillé en collaboration pour répondre à la pandémie et pour vacciner efficacement la population. Cette responsabilité juridictionnelle partagée est similaire lorsqu'il s'agit de s'adapter aux changements climatiques et de renforcer la résilience; toutefois, dans le cas de l'adaptation, les municipalités jouent un rôle beaucoup plus important.

La SAN du Canada offre la possibilité d'aller au-delà d'une approche fragmentée en ce qui concerne les changements climatiques et l'adaptation aux phénomènes météorologiques violents. Comme l'a indiqué une autre personne lors de la table ronde, le gouvernement fédéral doit jouer un rôle de coordination fondé sur l'humilité, ce qui est particulièrement important puisqu'il n'existe pas d'information ou de politique « parfaite ». Une évaluation objective de la personne la mieux placée pour mettre en œuvre les politiques et de la façon dont on les met en œuvre est essentielle pour éviter les conflits de compétence. La pandémie n'a fait que souligner la nécessité pour les décideurs.euses politiques de travailler en collaboration entre les différentes administrations pour répondre rapidement aux crises.

Le rapport de la Banque mondiale intitulé [Adaptation Principles](#), bien que destiné aux pays en développement, fournit des conseils utiles aux gouvernements qui en sont aux premières étapes de l'élaboration d'une SAN. Le rapport cerne les priorités d'adaptation pertinentes de tous les pays, organisées en fonction des responsabilités des ministères gouvernementaux, dont trois sont applicables au contexte canadien. Ces priorités sont les suivantes :

1

FINANCES / ÉCONOMIE

Fournir des conseils et des outils pour aider les acteurs.rices du secteur privé à s'adapter aux risques futurs et faciliter la transition économique en s'éloignant des secteurs susceptibles de disparaître à l'avenir.

2

INFRASTRUCTURES

Fournir les biens publics essentiels – notamment les systèmes d'infrastructure et les plans d'occupation des sols, ainsi que les services de santé et d'éducation – afin qu'ils soient adaptés aux besoins futurs de la population.

3

ENVIRONNEMENT

Cela concerne tous les aspects inévitables où, quelle que soit la façon dont nous nous adaptons, la société sera touchée par des catastrophes naturelles de trop grande ampleur pour que l'on puisse s'en protéger complètement. Par conséquent, cette priorité exige que le gouvernement aide à la mise en place de systèmes de protection sociale, tout en en veillant à ce que des assurances appropriées et d'autres types d'outils financiers soient en place pour permettre la reconstruction après un événement destructeur.

ÉCOUTER ET INTERAGIR AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES

Les peuples autochtones jouent un rôle tout particulier dans la lutte contre les changements climatiques. Comme l'indique une ressource du gouvernement de la Colombie-Britannique sur la [préparation et l'adaptation aux changements climatiques](#), « les peuples autochtones ont des relations et des histoires profondes avec la terre et l'eau, ainsi que des systèmes de connaissances riches qui leur permettent de réagir aux changements climatiques », notamment les défis liés à la sécurité alimentaire, la réduction des risques de chaleur, d'incendie et d'inondation, ainsi que la protection des espèces et la sécurité énergétique.

Les participant.e.s à la table ronde ont souligné l'importance de l'inclusion sociale dans l'élaboration des politiques d'adaptation, tout en mettant l'accent sur les liens historiques et actuels des peuples autochtones avec la terre et sur le rôle essentiel qu'ils jouent dans la réussite des solutions naturelles aux changements climatiques¹. Une personne, en particulier, a souligné la nécessité pour une SAN d'examiner les efforts de conservation actuellement en place avec un esprit ouvert pour évaluer les changements nécessaires, tout en gérant la priorité concurrente de garantir le maintien des moyens de subsistance traditionnels. Il a en outre

¹ Craig, K., Moola, F., et Townsend, J. *Indigenous Peoples are critical to nature-based solutions to climate change*. iPolitics. 2020. <https://ipolitics.ca/2020/10/26/indigenous-peoples-are-critical-to-nature-based-solutions-to-climate-change/>

été souligné qu'il faut cultiver l'interaction avec les Autochtones et l'intégration des logements écoénergétiques et résistants des Autochtones².

De même, une autre personne a insisté sur l'utilisation de l'adaptation comme outil de réconciliation, étant donné que les politiques, programmes et lois actuels empêchent souvent les Premières Nations d'exercer leur propre faculté d'adaptation. Par exemple, la mobilité saisonnière, un aspect important des anciennes pratiques d'adaptation appliquées par les peuples autochtones, n'est plus possible. De même, le discours sur les changements climatiques doit attirer un public plus large pour refléter une plus grande diversité.

APPLIQUER UN PRISME DE RÉSILIENCE AUX INFRASTRUCTURES

Selon l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial (FEM), le [classement mondial du Canada en matière d'infrastructures](#) est passé du 16^e rang en 2017 et 2018 au 26^e rang en 2019. Nous continuons d'accuser un retard en matière d'infrastructures à un moment où les investissements sont de plus en plus importants³.

Les dépenses en infrastructures, pour s'assurer que les nouveaux bâtiments sont construits de sorte à placer la résilience en tête des priorités, ainsi que l'importance de l'entretien des infrastructures actuelles, ont été un point clé de la table ronde. Les participants se sont accordés sur le fait que les dépenses en infrastructures présentent le défi d'être l'aspect le plus partisan de l'adaptation. Les investissements dans de nouvelles infrastructures sont souvent utilisés comme un outil politique par les personnes au pouvoir pour montrer leur engagement envers les collectivités. Les investissements dans la macro-infrastructure ont tendance à être intrinsèquement politiques par nature et, comme l'a récemment déclaré un ancien sous-ministre de l'Infrastructure de l'Ontario, ces investissements « sont stigmatisés comme étant des investissements cycliques, effectués lorsque l'économie a besoin d'un coup de pouce, par opposition à un outil à long terme pour la productivité et la compétitivité⁴ ». Comme l'a souligné un membre de la table ronde, « dépenser de l'argent pour entretenir les infrastructures n'est pas sexy, mais c'est obligatoire pour garantir la satisfaction des besoins de la collectivité ». Trouver un modèle qui oblige le gouvernement à montrer les avantages des investissements bien planifiés et à grande échelle dans les infrastructures, tout en tenant compte de la science et des données, est exactement ce dont les collectivités ont besoin – c'est le défi ultime.

Parmi les efforts en cours en faveur de la résilience, une autre personne a cité le rôle actif de la Banque de l'Infrastructure du Canada dans la recherche des risques les plus élevés pour les infrastructures et des possibilités de répercussions en évaluant la façon de tirer le maximum du « rendement de l'investissement ».

² Voir Baird, K., et Podlasly, M. *Les perspectives d'infrastructures autochtones*. Forum des politiques publiques. 2020. <https://ppforum.ca/fr/publications/les-perspectives-dinfrastructures-autochtones/>

³ Fagan, D. *Building the Future: Strategic Infrastructure for Long-Term Growth in Canada*. Forum des politiques publiques. 2016. <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2018/05/Building-the-future-Strategic-Infrastructure-for-Long-Term-Growth-PPF-report.pdf>

⁴ Fagan, D. *Les infrastructures du Canada font peau neuve : comment tirer le maximum de nos investissements*. Forum des politiques publiques. 2019. <https://ppforum.ca/fr/publications/les-infrastructures-du-canada-font-peau-neuve/>

Néanmoins, la question demeure de savoir si l'évaluation des risques et des répercussions les plus importants, en termes de valeur économique, est suffisante.

Les investissements dans la micro-infrastructure constituent un moyen facile d'appliquer un prisme de résilience. Un exemple de l'incapacité du Canada à trouver des solutions à effet immédiat est visible dans le travail des organismes indépendants de réglementation de l'énergie du pays. Dans ce cas, on a aussi souligné qu'un organisme de réglementation de l'énergie négligeait d'appliquer un prisme de résilience pour identifier le capital d'exploitation et d'entretien et reconnaître les dépenses. Un exemple a été donné de la façon dont, en Alberta, les postes de transformation sont construits au niveau du sol, sur une plaine inondable, plutôt que sur une plateforme surélevée. Toutefois, étant donné le nombre relativement faible de cas comme celui-ci dans le champ plus large de dépenses en infrastructures, l'absence d'un prisme d'adaptation n'attire pas autant l'attention du public.

L'incapacité du Canada à prendre en compte le risque global que les conditions météorologiques et le climat font peser sur les infrastructures est devenue un problème coûteux. L'Institut canadien pour des choix climatiques, dans sa série sur les coûts des changements climatiques au Canada intitulée [La pointe de l'iceberg](#), a présenté des chiffres étonnants qui montrent qu'il est vraiment nécessaire d'investir dans la résilience et d'adapter une approche des secteurs public et privé qui consiste à investir pour éviter les dommages futurs, au lieu de réagir aux répercussions de la météo et du climat après coup. Après tout, comme le souligne [un récent article du FEM](#) « les infrastructures – en particulier les infrastructures publiques – vont bien au-delà des briques et du mortier; il s'agit des personnes, de l'amélioration de la qualité de vie de tous les résident.e.s et du renforcement de la croissance économique à long terme ».

La Commission mondiale sur l'adaptation, dans son rapport phare intitulé [Adapt Now: A Global Call for Leadership on Climate Resilience](#), appelle les gouvernements à « mieux faire comprendre la valeur de la nature pour l'adaptation au climat » et à « intégrer des solutions fondées sur la nature dans la planification de l'adaptation ». Les solutions fondées sur la nature peuvent souvent être le moyen le plus rentable de réduire les répercussions négatives du climat. Au Canada, le gouvernement a indiqué son soutien à de multiples solutions fondées sur la nature dans le cadre du [Fonds des solutions climatiques axées sur la nature](#), en promettant d'investir 4 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Les trois initiatives clés couvertes par le Fonds sont : le programme Accroître les forêts canadiennes, les solutions climatiques axées sur la nature et le programme Solutions agricoles pour le climat. Les projets financés par le Fonds seront évalués selon trois critères : les partenariats avec les peuples autochtones, les mesures adaptées au milieu et les politiques sectorielles.

Selon l'IIDD, bien que les solutions fondées sur la nature aient porté des fruits, elles font face à des défis. Par exemple, les initiatives menées dans le cadre des solutions fondées sur la nature manquent souvent une analyse de rentabilisation, font face à des défis de mise en œuvre à l'échelle et sont elles-mêmes vulnérables aux changements climatiques. Par conséquent, étant donné que ces initiatives se rapportent à la SAN, le Canada peut s'employer à mettre l'accent sur les synergies et à réduire au minimum les compromis entre les

efforts, afin de promouvoir l'utilisation de solutions fondées sur la nature en faveur de l'atténuation et de l'adaptation.

DES PARTENARIATS INCLUSIFS

L'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience exigent que diverses parties prenantes agissent de façon coordonnée et unie, tout en bénéficiant des ressources de chacune, telles que les connaissances, l'expertise, le financement, l'accès et la sensibilisation.

De tels partenariats existent déjà entre les organismes privés et sans but lucratif du Canada et le gouvernement. ECCC a dressé une [liste de partenaires](#) que le ministère entend développer dans le cadre de son travail d'adaptation. Un exemple de partenariat est le programme [Partenaires dans la protection du climat \(PPC\)](#), mis en place par la [Fédération canadienne des municipalités](#), un réseau national de plus de 400 municipalités. Le secteur financier apporte également son soutien en investissant dans des entreprises en développement qui favorisent les technologies vertes. C'est le cas de [Techno nature RBC](#) qui, depuis 2019, a réuni plus de 125 organismes pour protéger l'écosystème naturel par l'entremise d'investissements totalisant plus de 27 millions de dollars.

De nombreux organismes partout au Canada sont engagés dans des efforts significatifs pour améliorer la résilience. Toutefois, la plupart de ces partenariats suivent les progrès réalisés dans le cadre d'initiatives fondées sur des processus, notamment la création de plans ou la mise en place de règlements. Les objectifs d'adaptation précis semblent toutefois absents du discours jusqu'à présent.

CAMPAGNES D'ÉDUCATION ET DE COMMUNICATION

Il existe plusieurs possibilités d'améliorer rapidement la résilience. Il a été suggéré de créer un programme national de protection des habitations contre les inondations. Grâce à une intervention simple, qu'il s'agisse d'une campagne d'éducation ou éventuellement d'une subvention, les habitations vulnérables pourraient réduire leur profil de risque d'inondation. Le [programme de protection des habitations contre les inondations](#) du Centre Intact d'adaptation au climat de l'Université de Waterloo fournit des éléments de base pour cette approche. Ce point a été souligné davantage en indiquant qu'un effort concerté est nécessaire pour réfuter l'idée que ces investissements seraient coûteux. Une autre personne a soulevé la nécessité de réfléchir à des moyens créatifs de diffuser des réussites d'adaptation observées au Canada.

Ces campagnes sont essentielles, compte tenu de la disparité de compréhension des risques climatiques au sein de la population canadienne. Seulement 66 % des Canadiens et Canadiennes reconnaissent les changements climatiques comme une menace majeure, d'après [une étude du Pew Research Centre de 2019](#). Les perceptions des menaces diffèrent également selon le sexe et le niveau d'éducation. Par exemple, au Canada, 72 % des femmes considèrent les changements climatiques comme une menace majeure, comparativement à 59 % des hommes. De même, 70 % des répondant.e.s « plus instruits » perçoivent les

changements climatiques comme une menace majeure, comparativement à 59 % des répondant.e.s « moins instruits ». Ces disparités soulignent la nécessité d'une stratégie de communication cohésive, qui transcende les couches socioéconomiques et appelle à la diffusion de messages cohérents.

FIXER DES OBJECTIFS ET DÉFINIR DES INDICATEURS

DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS SUR MESURE

La fixation d'objectifs et l'élaboration d'une liste prédéfinie d'indicateurs peuvent aider un gouvernement à suivre les progrès accomplis et à ajuster sa stratégie en fonction des nouvelles connaissances acquises. En ce qui concerne la définition des objectifs d'adaptation, il n'existe actuellement aucune pratique unique ou méthodologie convenue à l'échelle mondiale. Souvent, les objectifs tendent à être définis à la fois en termes de résultats et de processus; toutefois, les meilleurs objectifs sont adaptés à un contexte précis et sont souvent locaux, suscitant ainsi la prise de mesures concrètes. Le [Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation](#) produit par le Programme des Nations Unies pour l'environnement propose cinq dimensions pour évaluer l'efficacité des normes, à savoir : l'exhaustivité, l'inclusivité, l'applicabilité, l'intégration, et le suivi et l'évaluation. Un exemple d'objectif mentionné par une personne ayant pris part à la table ronde est de réduire ou d'atténuer de 30 % le nombre de résidences à haut risque d'inondation d'ici 2030. Des objectifs mesurables similaires pourraient être utilisés pour obtenir des résultats liés aux risques de feux de forêt, aux risques sanitaires liés au climat (p. ex. la chaleur), aux risques pour les communautés autochtones (p. ex. la sécurité alimentaire) et aux risques pour les écosystèmes et la diversité biologique.

L'utilité d'un indicateur dépend de [quatre facteurs](#), notamment : l'objectif, le contexte précis, les ressources et la capacité disponibles pour déployer et appliquer les indicateurs, et la conformité aux systèmes de suivi et d'évaluation existants. Une série d'indicateurs tend à être fondée sur les paramètres, les répercussions, les actions et les résultats.

La plupart des indicateurs définis dans le cadre des plans d'adaptation sont fondés sur des [données socioéconomiques](#) déjà collectées par les gouvernements, telles que celles relatives au revenu, à l'accès à l'énergie moderne, à l'eau et à l'assainissement, aux dépenses de protection sociale, ou au pourcentage d'agriculteurs.rices ayant accès à des engrais ou à des semences améliorées. Les principaux indicateurs de risque comprennent l'exposition aux risques naturels, la capacité d'adaptation fondée sur la préparation, la gouvernance et la sécurité, et la capacité d'adaptation liée aux événements naturels futurs. Les indicateurs liés au climat comprennent le nombre de stations d'observation météorologique ou hydrologique opérationnelles dans le pays, les plateformes de données donnant accès à des données sur les risques et les

scénarios de changements climatiques, ou le pourcentage du pays couvert par un modèle numérique de terrain à haute résolution. Ces indicateurs ne sont que des suggestions parmi tant d'autres que les pays peuvent adapter à leur contexte.

Toutefois, l'intention n'est pas seulement de générer des données, mais aussi de créer des [cadres juridiques](#) pour répartir les responsabilités et les risques. Par exemple, aux Pays-Bas, le gouvernement est responsable de la protection contre les inondations, mais seulement dans une certaine mesure. Le pays [produit des cartes de risques](#) qui décrivent une série de risques potentiels susceptibles d'être désastreux. Ces cartes, en identifiant les risques résiduels d'inondation, permettent aux acteurs.rices du secteur privé de décider où construire et de savoir quelles normes de construction sont requises.

NORMES EN MATIÈRE D'ADAPTATION

Selon le Conseil canadien des normes (CCN), un tiers des infrastructures municipales doivent être retapées ou remplacées, ce qui souligne l'importance des normes en matière d'adaptation reflétant le climat futur du Canada. Ces normes auront une importance considérable dans le développement de collectivités résilientes, car elles concernent des infrastructures allant des routes sur lesquelles les Canadiens et Canadiennes se déplacent aux fondations des maisons dans lesquelles ils/elles vivent. Selon le rapport du CCN, intitulé [Les normes à l'œuvre : pérenniser la résilience climatique](#), un examen de 714 normes liées à l'infrastructure et aux bâtiments réalisé en 2016 a permis de cerner plus de 100 normes qui devraient être mises à jour de toute urgence pour tenir compte de l'adaptation aux changements climatiques. Le rapport a identifié la nécessité de la mise en place d'un « processus cohérent, coordonné et prévisible d'actualisation des normes en fonction de considérations climatiques⁵ ». Ces normes renforceront également les efforts déployés par le [Financial Stability Board](#) (FSB) pour promouvoir les divulgations volontaires liées à l'adaptation dans le cadre de la [Task Force on Climate-related Financial Disclosures \(TCFD\)](#). Comme le cite le rapport de l'IIDD intitulé Vers une stratégie d'adaptation nationale au Canada, à l'heure actuelle, seulement 28 % des pays utilisent des instruments réglementaires, tels que les normes et les codes du bâtiment.

CONTRAINTES ET DÉFIS AUXQUELS LE CANADA FAIT FACE

Dans son rapport, le [Groupe d'experts sur les résultats de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques](#) (2017) a fourni des orientations sur l'élaboration d'un système de surveillance pour suivre les progrès du Canada en matière d'adaptation; toutefois, le système réel et les indicateurs qui s'y trouvent demeurent en cours d'élaboration.

⁵ Conseil canadien des normes. *Les normes à l'œuvre : pérenniser la résilience climatique*. 2021. p. 20. https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjL2YrN-Z7yAhUUoIwKHRwcCIAQFnoECAQQA&url=https%3A%2F%2Fwww.scc.ca%2Ffr%2Fsystem%2Ffiles%2Fpublications%2FLes_normes_a_loeuvre_pereenniser_la_resilience_climatique.pdf&usq=AOvVaw14bNq5f2vNtIKc4RVGih-k

Actuellement, deux organismes au Canada sont engagés dans la coordination des efforts d'adaptation. [La Plateforme canadienne d'adaptation aux changements climatiques](#) a été établie en 2012 pour « créer un environnement propice » et travaille sur des enjeux sectoriels précis. Toutefois, elle n'est pas impliquée dans l'élaboration ou la mise en œuvre de décisions politiques. De même, le [Conseil canadien des ministres de l'Environnement](#) (CCME) est actuellement le principal forum intergouvernemental qui traite des enjeux environnementaux d'intérêt national; toutefois, il demeure un organisme composé uniquement de ministres, avec une interaction insuffisante avec les autres ministères ou les représentant.e.s de l'industrie.

Une des priorités du CCME est l'établissement de paramètres communs que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pourront utiliser pour suivre les progrès des efforts d'adaptation. L'IIDD, dans son examen, mentionne que le CCME n'est « pas bien adapté » pour permettre une collaboration entre les parties prenantes en raison de sa base étroite de participant.e.s, tirant ainsi la conclusion que le Canada manque d'un « organisme permanent... qui a pour mandat de coordonner les mesures d'adaptation aux changements climatiques dans l'ensemble du gouvernement fédéral et entre les différents ministères⁶ ».

En ce qui concerne la prise de décision en matière d'adaptation, un sentiment commun parmi les participant.e.s à la table ronde était que les répercussions des changements climatiques sur une collectivité précise et leur calendrier sont intrinsèquement imprévisibles, et que les décideurs.euses doivent donc être à l'aise avec l'incertitude lorsqu'ils/elles prennent des mesures. Certes, le manque de données au départ ne doit pas empêcher d'agir, mais il est important de collecter et de mettre à jour les données, puis de les rendre disponibles pour guider la prise de décision dans les secteurs public et privé.

Il est également nécessaire d'exploiter les données existantes pour rendre opérationnels les programmes d'adaptation. Par exemple, ECCC a produit des cartes détaillées sur la façon dont le Canada sera touché par des catastrophes, cartes qui peuvent être utilisées pour la prise de décision. La suggestion émise pour améliorer l'adhésion à ces programmes d'adaptation est de les contextualiser avec une perspective de création d'emplois et de valeur économique, ce qui permettra aux décideurs.euses et aux élu.e.s de comprendre et de contextualiser cela pour leurs publics.

LE RÔLE DES ENTREPRISES

⁶ Institut international du développement durable. *Toward a National Adaptation Strategy for Canada: Key insights from global peers.* 2021. p. 19. <https://www.iisd.org/system/files/2021-06/national-adaptation-strategy-canada.pdf>

ASSOCIATIONS INDUSTRIELLES

Les associations industrielles, en particulier celles qui représentent des entreprises actives dans des domaines tels que l'ingénierie, la construction, l'assurance, l'évaluation, les prêts et l'immobilier, ont déjà joué un rôle essentiel pour attirer l'attention sur l'adaptation. Ces associations sont équipées pour aider à définir des « stratégies opérationnelles » fondées sur une meilleure compréhension de la façon dont leurs industries seront et sont touchées par les phénomènes météorologiques violents et les changements climatiques. Une mention particulière a été faite sur les avantages de la collaboration entre les administrateur.ices en chef des opérations représentés au sein de ces associations.

DIVULGATIONS FINANCIÈRES LIÉES AU CLIMAT

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a créé la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) afin d'améliorer et d'accroître la communication d'informations financières liées au climat et portant sur le risque de transition, le risque physique et le risque de responsabilité. Bien que la TCFD soit un cadre essentiellement volontaire, les investisseurs.euses cherchent de plus en plus à obtenir des renseignements supplémentaires sur la durabilité et les répercussions des changements climatiques auprès des entreprises, et les conseils d'administration des entreprises font pression en ce sens. La divulgation de renseignements sur le climat, qui devient une norme de l'industrie, est une tendance prometteuse; toutefois, les recommandations de la TCFD manquent de mécanismes d'application et de spécificité, et la mise en œuvre au Canada et à l'étranger a été axée sur l'atténuation (risque de transition) plutôt que sur l'adaptation (risque physique). Selon le rapport du CSF intitulé [2020 Status Report: Task Force on Climate-related Financial Disclosures](#), seule une entreprise sur 15 examinée a divulgué des renseignements sur la « résilience de sa stratégie » prenant en compte différents scénarios liés au climat. Une autre personne ayant participé à la table ronde a souligné l'importance de la promotion de la responsabilité et des normes par les comptables. Des progrès significatifs ont été réalisés dans l'élaboration de normes internationales de durabilité, qui permettront aux comptables d'exiger de l'industrie des normes plus élevées en matière de divulgation financière liée au climat.

Les institutions multilatérales attribuent également de plus en plus souvent une note de résilience à leurs investissements financiers. Toutefois, il est essentiel que ces notes de résilience n'empêchent pas les investissements dans les zones vulnérables ou à risque. Les notes de résilience sont plutôt destinées à déterminer si une équipe a examiné le risque et dispose d'un plan d'urgence contre celui-ci.

RÔLE INTERNATIONAL

RÉPERCUSSIONS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LE MONDE ET RESPONSABILITÉ DU CANADA

Selon le rapport de l'IIDD, 72 % des pays du monde disposent d'au moins un instrument national de planification ou de politique d'adaptation et 9 % sont en train d'en élaborer. On se demande encore si les gouvernements peuvent les traduire en objectifs d'adaptation. Pour favoriser l'inclusion sociale et permettre la prise de décisions fondées sur la science dans les pays en développement, le Canada peut tirer parti de sa politique d'aide internationale.

L'enjeu de l'inégalité face aux répercussions des changements climatiques devrait être au cœur de l'approche du Canada tant au pays qu'à l'étranger. « Nous avons l'obligation d'aider ceux/celles qui sont le plus durement touchés par les changements climatiques, et qui en sont le moins responsables », a souligné une personne lors de la table ronde. Le Canada a l'occasion d'être un chef de file en donnant la priorité à l'inclusion sociale, au partage des connaissances et à la promotion de politiques respectueuses du climat dans le cadre de ses programmes de développement international.

Les répercussions des changements climatiques à l'échelle internationale devraient préoccuper le Canada pour une [multitude de raisons qui pourraient avoir des répercussions sur le pays au cours des prochaines décennies](#). Le rétrécissement de la glace de mer résultant des changements climatiques entraînera une augmentation du trafic maritime dans l'océan Arctique, notamment le passage du Nord-Ouest (PNO). Pour assurer une gestion efficace du PNO et garantir une navigation sûre, sécuritaire et durable, le Canada devra renforcer ses règles. Le Canada est également très dépendant du commerce international et les répercussions sur ces routes constituent une source de préoccupation.

Étant donné que les répercussions des changements climatiques varieront d'un pays à l'autre, le Canada subira une pression interne et externe croissante pour accepter un grand nombre de migrant.e.s en provenance de pays touchés par les changements climatiques. Tous ces éléments auront des répercussions importantes sur la sécurité humaine dans le monde, ce qui obligera les Canadiens et Canadiennes à gérer les risques et à promouvoir les objectifs humanitaires en fournissant une aide financière et technique.

[L'annonce du premier ministre Justin Trudeau, lors du sommet du G7 de juin 2021](#), de doubler le financement international de la lutte contre les changements climatiques, a été considérée comme un signe prometteur. Le Canada a également proposé d'établir et d'accueillir un nouveau [Centre d'excellence de l'OTAN pour le climat et la sécurité](#) et a l'intention de collaborer avec les alliés en tant que nation-cadre du centre. Ce centre offrirait aux alliés un emplacement central où mettre en commun leurs connaissances et élaborer des mesures efficaces pour se préparer aux répercussions des changements climatiques sur la sécurité et y réagir.

COLLABORATION AVEC LES ÉTATS-UNIS

Avec l'élection du président américain Joe Biden, les participant.e.s ont estimé que les possibilités de coopération en matière de politique climatique ont considérablement augmenté. Deux domaines de collaboration immédiate ont été soulignés : la possibilité d'élaborer une norme de résilience le long des côtes et une norme de résilience du littoral pour les Grands Lacs⁷.

⁷ La collaboration par l'intermédiaire de la Commission des Grands Lacs, un regroupement des provinces canadiennes et des États américains entourant les Grands Lacs, semble déjà en cours (voir : <http://glc.org/wp-content/uploads/GLC-Federal-Priorities-2020-FINAL.pdf>)

CONCLUSION

En raison de sa latitude nordique, de son importante masse continentale et de son vaste littoral, le Canada est particulièrement vulnérable à l'aggravation des répercussions des changements climatiques. Au cours de la dernière décennie, le Canada a connu des déplacements de population à grande échelle et des milliards de dollars de pertes. Si les mesures d'atténuation peuvent contenir les répercussions à long terme, on ne saurait trop insister sur la nécessité de mesures d'adaptation et de résilience.

La volonté de surmonter les obstacles juridictionnels ainsi que la nécessité de déployer des efforts renouvelés et consolidés et de faire preuve d'audace et de créativité pour relever le défi de la gouvernance sont indispensables. Le succès de la stratégie d'adaptation nationale dépendra de la réalisation des objectifs clés que sont la mise en place des structures de gouvernance et de mesure du rendement, la promotion de l'inclusion sociale, avec un accent particulier sur les peuples autochtones, et la collecte de données.

Tous les participant.e.s ont insisté sur la nécessité d'une stratégie d'adaptation pour faire face aux changements négatifs. Une stratégie d'adaptation nationale complète, soutenue par les bons mécanismes de gouvernance, serait un pas dans la bonne direction pour le Canada.

PARTICIPANT.E.S À LA TABLE RONDE

Laniel Bateman

Directeur, Adaptation au changement climatique
Environnement et changement climatique Canada

Gord Beal

Vice-président, Recherche, orientation et soutien
CPA Canada

Étienne Bélanger

Directeur de la foresterie
Association des produits forestiers du Canada

Andrei Belik

Gestionnaire, Gouvernement fédéral et affaires réglementaires
Intact Financial Corporation

Brian Bohunicky

Vice-président des politiques
Forum des politiques publiques

Peter Braid

Chef de la direction
Association des courtiers d'assurances du Canada

Alister Campbell

Président-directeur général
Société d'indemnisation en matière d'assurances générales

Joanna Dafoe

Directrice nationale, Climat et Affaires internationales
Environnement et changement climatique Canada

Lisa Danielson

Conseillère principale en politiques, Adaptation au changement climatique
Environnement et changement climatique Canada

Phil Donelson

Directeur, Risques climatiques et catastrophiques
Bureau d'assurance du Canada

Robin Edger

Directeur national, Changement climatique
Bureau d'assurance du Canada

Katherine Feenan

Chargée senior des politiques
Forum des politiques publiques

Blair Feltmate

Directeur, Centre Intact d'adaptation au climat
Université de Waterloo

Moira Gill

Vice-présidente associée, Relations avec les gouvernements et l'industrie
TD Insurance

Matt Godsoe

Directeur
Sécurité publique Canada

Anne Hammill

Directrice principale, Résilience
Institut international du développement durable

Dre Anjali Helferty

Directrice exécutive
Association canadienne des médecins pour l'environnement

Chris Henderson

Directeur exécutif
Indigenous Clean Energy

Aaron Henry

Directeur principal, Ressources naturelles et croissance durable
Chambre de commerce du Canada

Chris Jennings

Directeur, Division des répercussions et de l'adaptation au changement climatique
Ressources naturelles Canada

Erica Kelsey

Vice-présidente adjointe, relations gouvernementales
AVIVA Canada

Jeffery Macdonald

Directeur général, Adaptation au changement climatique
Environnement et changement climatique Canada

Usman Mohammad

Chargé de politiques
Forum des politiques publiques

Chad Nelson

Gestionnaire/Conseiller principal
Infrastructure Canada

Ryan Ness

Directeur, Adaptation
Institut canadien pour des choix climatiques

Paige Olmsted

Associée de recherche principale
Institut pour l'IntelliProsperité

Sam Palmerio

Gestionnaire, Relations avec le gouvernement
Desjardins Assurances

Jo-Ellen Parry

Directrice, Adaptation (Canada)
Institut international du développement durable

Celyeste Power

Chef de la stratégie
Bureau d'assurance du Canada

Kate Proctor

Directrice des politiques publiques
Croix-Rouge canadienne

Graeme Reed

Conseiller principal en politiques
Assemblée des Premières Nations

Chris Rol

Gestionnaire, Politique
Bureau d'assurance du Canada

Craig Stewart

Vice-président, Affaires fédérales
Bureau d'assurance du Canada

Vanessa Wen

Directrice
Sécurité publique – Secteur de la gestion des urgences et de programmes (SGUP)

Sara Wilson

Conseillère principale en politiques, Résilience climatique
Bureau d'assurance du Canada



**FORUM DES
POLITIQUES
PUBLIQUES**